

Nouveaux sites, nouveaux contrats de ville

“Nouveaux sites, nouveaux contrats de ville” est l’intitulé du cycle d’échanges organisé par le CR•DSU, à l’automne 2015, en direction des acteurs rhônalpins des 16 sites entrants en politique de la ville. Il s’agit majoritairement de petites communes de l’Ain, la Haute-Savoie, la Drôme ou l’Ardèche, dont les quartiers sont caractérisés, outre le faible niveau de revenus, par une hétérogénéité de l’habitat (collectif, copropriétés dégradées, maisons individuelles, centres anciens paupérisés) et un très faible niveau de services. Situation à laquelle il convient d’ajouter la spécificité des zones frontalières pour les nouveaux sites de l’Ain et de la Haute-Savoie.

Depuis juillet 2014, les équipes, réduites le plus souvent à un binôme “agent de l’Etat/agent de la collectivité locale”, sont au travail et ont découvert “en marchant” la politique de la ville, ses dispositifs, ses exigences et aussi ses nouveautés (participation des habitants, lutte contre les discriminations, mobilisation du droit commun...). Ce regard “neuf”, que d’aucun pourrait qualifier de naïf, a pu dans certains cas donner lieu à des

initiatives et des méthodes de travail différentes de celles habituellement en cours dans les sites “classiques”.

Après l’étape de construction et d’écriture du contrat de ville, qui a mobilisé les énergies sur un temps jugé très court, la question se pose maintenant de la mise en œuvre et de l’animation du contrat. À cet égard, les professionnels pointent les atouts de la conduite de projet dans ces “petits” sites (les circuits courts, la réactivité, la facilité du partenariat) et les limites (la faiblesse des moyens humains et financiers). Ils insistent également sur le rôle du portage politique, indispensable pour faire vivre le contrat de ville.

À l’issue de la première journée du cycle d’échanges, qui s’est tenue le 12 octobre à Ambérieu-en-Bugey, nous avons perçu que les professionnels se sentent parfois démunis et en attente d’apports extérieurs et d’échanges. C’est pourquoi le CR•DSU s’engage à poursuivre cette dynamique de travail durant l’année 2016 sur des thématiques et des méthodes à définir ensemble.

Dernière séance du cycle “Développement économique et quartiers”, le 9 décembre 2015

Cette 6ème matinée traitera de l’inscription et la place des quartiers populaires dans une stratégie économique d’agglomération.

Ce cycle fait l’objet d’une capitalisation, qui donnera lieu à la publication d’un numéro des *Échos des journées du CR•DSU*, en début d’année 2016. On y parlera d’entrepreneuriat local, de la façon dont les entreprises peuvent s’impliquer dans le développement social et économique des quartiers, de commerces et de services de proximité, d’économie de proximité, et enfin de stratégie d’intervention et d’organisation de l’ingénierie sur cet enjeu complexe.

●●● En attendant, retrouvez les supports et documents relatifs aux précédentes matinées sur www.crdsu.org

En préparation

Le prochain numéro des *cahiers du Développement Social Urbain* s’intéressera à des expériences “innovantes” en matière de participation citoyenne qui viennent réinterroger le sens même de la participation dans les quartiers populaires.

Il s’agira de décrypter les transformations à l’œuvre, de tendre la plume à des promoteurs d’initiatives “inattendus”, de s’interroger sur les perspectives, et de montrer en quoi ces initiatives permettent aux habitants/usagers/citoyens d’avoir prise sur les affaires de leur quartier et plus largement de la cité et de fait participent du renforcement de la citoyenneté.

●●● À paraître fin 2015.

Valoriser l’innovation dans les quartiers populaires : le blog [CaféLaboQuartiers](http://CaféLaboQuartiers.org)

Saint-Étienne, Grenoble, Chambéry, Vaulx-en-Velin : 4 territoires ont accueilli nos [CaféLaboQuartiers](http://CaféLaboQuartiers.org), pour débattre d’initiatives innovantes, ayant des impacts concrets dans les quartiers populaires.

Que ce soit dans le domaine de l’alimentation, du cadre de vie, des services tels les modes de garde d’enfants ou le ramassage des encombrants, de l’insertion,



Illustration : nuage de tags - 16 sites entrants en politique de la ville



savoir-faire & faire-savoir

des initiatives et des expériences locales

des lieux, ces projets apportent des réponses nouvelles à des besoins en évolution. 25 porteurs de projets ont planché et écouté les remarques et idées des participants.

Retrouvez les 25 projets présentés sur le web : portail.crdsu.fr/cafelaboquartiers

Le blog sera enrichi de nouveaux projets au fil de l'eau.

les rendez-vous

les événements à ne pas manquer!

- **Financements européens et projets locaux... de l'Europe aux territoires, les 26 novembre, 1er et 10 décembre 2015, à Lyon**

Cycle de 3 journées de formation organisé par la maison de l'Europe et des Européens Lyon/Rhône-Alpes, centre d'information Europe direct.

Programme et inscriptions en ligne : maison-europe-et-europeens.eu
lien direct : goo.gl/2d7Esc

- **Faire ensemble en Rhône-Alpes Auvergne, le 27 novembre 2015, à Lyon**

Journée organisée par la Fonda en lien avec de nombreux acteurs du territoire (associations, collectifs, entreprises, collectivités, chercheurs...).

Programme : fonda.asso.fr

- **Face au défi des jeunes en rupture : construire un « en commun » comme visée éducative et principe d'action, les 27 et 28 novembre 2015, à Grenoble**

Colloque national d'échange et de production organisé par le Centre Ressource Rhônalpin pour le Raccrochage des jeunes en Rupture scolaire (C4R). Le CR•DSU est partenaire.

Programme et inscriptions en ligne : www.c4r.education

- **"Université populaire : ville", du 6 octobre au 1er décembre, à Lyon**

Huit semaines de conférences, promenades et ateliers dévolus à la ville, coproduits par Archipel centre de culture urbaine, Nomade land et Chic, de l'Archi!

Programme : www.archipel-cdcu.fr

Favoriser l'esprit d'entreprendre dans les quartiers de Saint-Étienne Métropole (Loire)

Pour bon nombre de personnes issues des quartiers, la création d'entreprise est perçue comme un parcours du combattant. Comment se repérer parmi les aides et acteurs existants ? Cette situation a conduit Saint-Étienne Métropole, en lien avec la Caisse des Dépôts, la Région Rhône-Alpes et l'Acsé, à se doter d'un outil dédié à l'entrepreneuriat dans les quartiers. Sous l'appellation La Fabrique à entreprendre® de Saint-Étienne Métropole, ce dispositif propose une offre d'appui lisible, complète et adaptée à leurs besoins. L'offre se décline pour toutes les

phases du projet : détection, information, formalisation, financement, formation, solutions d'hébergement (ex: pépinière) et portage juridique via les coopératives d'activités et d'emploi. L'animation en a été confiée à la Maison de l'information sur la formation et l'emploi (Mife) Loire-Sud, lieu ressource pour les personnes rencontrant des difficultés d'insertion socio-professionnelle.

Porteuse également de la mission CitésLab®, la Mife contribue à diffuser la culture entrepreneuriale tout en redynamisant le parcours des personnes.

Contact : estelle.rancon@mifeloiresud.org - Plus d'info : www.citeslab.fr



Un partenariat entreprises/Éducation nationale en faveur de l'égalité femmes-hommes, Chambéry

Susciter des vocations parmi les jeunes filles (en particulier celles résidant dans les quartiers populaires) pour les métiers des filières techniques, scientifiques et industrielles et les accompagner dans la construction de leur projet professionnel : tels sont les objectifs de Capital Filles.

Ce programme national est né de la mobilisation de grands groupes (Engie, Orange, STMicroelectronics, Vinci...) en partenariat avec l'État. Il est mis en place localement dans les collèges et lycées volontaires, comme au lycée Monge à Chambéry. Il se décline en séances d'information suivie d'une année de "marrainage"

par des femmes travaillant dans les sociétés engagées dans le programme. Ainsi, toutes les élèves de 2nde du lycée Monge participent à une séance collective sur les stéréotypes liés aux parcours professionnels et les métiers "féminins". Et ce sont en moyenne 10 lycéennes de l'établissement qui font une demande de "marrainage" pour leur année de terminale.

Il s'agit généralement de jeunes filles en manque d'interlocuteurs dans leur cercle familial pour les aider dans leur orientation post-bac et leur entrée dans la vie active.

Contact : marie-helene.sibille-ext@st.com
déléguée Capital Filles pour l'académie de Grenoble



Photo : Lycée Monge



acteurs & mouvements

les changements pro en Rhône-Alpes

L'aventure entrepreneuriale le temps d'un été, pour les jeunes de l'Ouest rhodanien

Un job d'été en étant à leur compte : c'est ce qu'ont expérimenté douze jeunes (16-18 ans) du territoire de l'Ouest rhodanien, grâce à la Coopérative jeunesse de service (CJS).

Il s'agit d'un concept québécois qui a été éprouvé cet été pour la première fois en Rhône-Alpes. À Tarare, la CJS a vu le jour dans le cadre de la politique de la ville, avec un portage fort de la communauté de communes et en partenariat étroit avec Calad'Impulsion.

Après avoir suivi une formation, posé les bases de leur organisation et s'être réparti les rôles de direction, les jeunes se sont lancés dans la recherche de clients pour proposer des prestations : montage de mobiliers, entretien d'espaces verts, maintenance de logiciels, destruction de documents... De la comptabilité à la gestion des ressources humaines, en passant par le marketing, les jeunes ont touché durant deux mois à tout ce qui fait le quotidien d'un entrepreneur. La petite entreprise temporaire était hébergée par la pépinière d'entreprise et deux animateurs recrutés pour l'occasion ont assuré l'encadrement du groupe.



Photos : Calad'Impulsion

••• Contact : zohra.taji@c-or.fr
responsable politique de la ville
Plus d'info : www.cooperer.coop/les-cooperatives-jeunesse-de-services/

réseaux & partenariats

les acteurs ressources, les métiers, les projets...

Rhône-Alpes Active, financeur solidaire pour l'emploi

Rhône-Alpes Active est une association régionale, membre du réseau national France Active.

Ce réseau accompagne, finance et garantit les prêts bancaires auprès des publics fragiles qui souhaitent créer leur activité, comme les demandeurs d'emploi, les femmes ou les jeunes. Il soutient également des associations employeuses, des entreprises agréées solidaires, et ce au moment de leur lancement ou à d'autres étapes de leur développement.

Grâce à des garanties bancaires, des prêts à taux réduits et des subven-

tions, les fonds propres des entreprises sont renforcés, les cautions personnelles limitées et les porteurs de projet peuvent accéder plus facilement au crédit bancaire.

En 2014, 900 projets ont été soutenus en Rhône-Alpes, avec l'appui de 6 fonds territoriaux, antennes France Active déployées dans les départements. 9 créateurs accompagnés sur 10 étaient demandeurs d'emploi et une entreprise financée sur 10 s'est implantée dans un quartier ou a été créée par une personne y résidant.

••• Contact : accueil@rhonealpesactive.org - Plus d'info : www.rhonealpesactive.org



RHÔNE-ALPES ACTIVE
FINANCEUR SOLIDAIRE POUR L'EMPLOI

- Ingrid Borgey est chef de projet contrat de ville à *Belley*
- Jean-Pierre Goulard est directeur général des services adjoint à *Oyonnax*
- Jean-François Prette est délégué du préfet en *Isère*
- Marlène Saman est agent de développement politique de la ville à la *CAPi*
- Didier Couteaud est directeur de la DDCS de la *Loire*
- Elise Agostino est coordinatrice de l'atelier santé ville à *Saint-Priest*
- Audrey Bertho est chargée de projet développement social au GPV de *Vaulx-en-Velin*
- Cyrille Bouvat est chargé de mission GSUP, sensibilisation au cadre de vie, à la mission Entrée Est de *Lyon*
- Pauline Chambe est chargée de mission auprès de la direction politique de la ville à la *Métropole de Lyon*
- Anne Lemasson est directrice de projet politique de la ville à *Pierre-Bénite*
- Julia Zakhartchouk est coordinatrice PRE/PEDT à la ville de *Vénissieux*
- Sébastien Decourselle est directeur de l'association Mieux vivre dans sa ville à *Cluses*
- Nathalie Dupont est directrice du service politique de la ville à *Thonon-les-Bains*
- Benoît de Lapasse est responsable du bureau de l'*Observatoire des territoires du CGET*

01
01
38
38
42
69
69
69
69
74
74
NA

éditée par le CR•DSU
4 rue de Narvik
69008 Lyon
Tél 04 78 77 01 43 Fax 04 78 77 51 79
secretariat@crdsu.org

www.crdsu.org
ISSN 1958-5446

Directeur de la publication: Alain Grasset
Directrice de la rédaction: Isabelle Chenevez
Rédaction: l'équipe du CR•DSU
Création: Okto Novo
Exécution: Eva Garrouste
Impression: C'PRINT - 69210 Eveux

Cette lettre peut également être envoyée par mail: secretariat@crdsu.org

• parution bimestrielle
• anciens n° nous consulter.

Le CR•DSU soutient les acteurs (professionnels, élus, institutionnels et partenaires locaux) dont les projets s'inscrivent dans un objectif de cohésion sociale sur un territoire. Son action: diffusion d'informations, qualification collective, mise en réseau, capitalisation des expériences régionales...

sources & ressources

quelques références d'actualité, consultables au CR•DSU

Solidarités émergentes, institutions en germe. Comprendre pour choisir et agir

Olivier Frérot. *Chronique Sociale*, 2015, 118 p.

Partant du constat que le fondement scientifique et rationnel des institutions publiques est fortement affaibli en ce début de 21^e siècle, l'auteur publie ici un essai sur ce qui germe actuellement au cœur de la société : de nouvelles solidarités et institutions, affirmant le basculement vers un monde plus ouvert et sensible.



Ma cité a craqué : dix ans après les révoltes urbaines de 2005

Revue *Mouvements* n°83, automne 2015, 176 p.

Ce numéro interroge, avec dix ans de recul, les effets politiques et sociaux des révoltes de 2005. L'analyse de situations comparables aux États-Unis et en Grande-Bretagne apporte des contrepoints utiles au débat.

Pour une histoire politique de la politique de la ville

Adil Jazouli, Henri Rey, Editions de l'Aube, 2015, 216 p.

L'originalité de ce livre repose sur le fait qu'il aborde les grandes étapes de la politique de la ville à travers le prisme de son histoire politique et sur la base d'entretiens avec des personnalités (anciens ministre, élus, hauts fonctionnaires) qui l'ont vécue de près.



Vers le développement économique urbain

Institut régional de la ville (IREV) Nord-Pas-de-Calais, 2015, n°5, 95 p.

Au croisement des approches culturelles et professionnelles des acteurs du développement économique et du développement social urbain de la région Nord-Pas-de-Calais, cet ouvrage capitalise les travaux et enseignements ayant donné lieu à un nouveau modèle : le développement économique urbain.

sites & services

l'actualité Internet du CR•DSU et autres sites ressources

les points d'orgue du www.crdsu.org

Menée en juin 2015 dans le cadre du numéro 61 des *cahiers du Développement Social Urbain* sur les liens entre la politique de la ville, la prévention et la lutte contre les discriminations, une enquête qualitative auprès d'une vingtaine d'acteurs-clés a permis d'établir une vision d'ensemble sur la situation, d'identifier les freins et les leviers d'une démarche de lutte contre les discriminations, de donner à voir les différents modes opératoires et enfin de faire le lien avec les futurs contrats de ville.

A retrouver dans le dossier thématique "la situation de la LCD en Rhône-Alpes" sur www.crdsu.org > Documentation > Dossiers thématiques



ou télécharger directement via <http://goo.gl/5SggRW>

ailleurs sur la toile...

L'Agence pour la création d'entreprise (APCE), association née en 1979, oeuvre notamment pour les porteurs de projets désireux de créer ou reprendre une entreprise. Pour ce public, l'APCE a développé des sites web d'information et d'orientation.

Spécifiquement pour les entrepreneurs des quartiers : www.entreprisesdesquartiers.fr

Spécifiquement pour donner aux femmes l'envie d'entreprendre : www.ellesentreprennent.fr

Témoignages vidéo, contacts utiles et guides complets sous forme de questions/réponses rendent ces sites incontournables pour les nouveaux entrepreneurs à la recherche de motivation et de recommandations.

Stimuler l'entrepreneuriat